



Ambassade de France en Chine
Service économique de Pékin

Paris, le 4 octobre 2019
Affaire suivie par : Antoine
Moisson

Les implications du système de crédit social pour les entreprises

Le 16 juillet 2019, le Conseil des affaires de l'Etat chinois a présenté 22 recommandations afin d'accélérer la mise en œuvre du système de crédit social (SCS). Le SCS est déjà largement opérationnel en Chine pour les entreprises comme les individus, y compris étrangers. Aspect souvent négligé par les médias occidentaux, le crédit social des entreprises est pourtant une composante majeure du SCS. Ainsi, dans un discours au Conseil des Affaires de l'Etat, Li Keqiang a souligné le 12 juin 2019 la nécessité d'accélérer le développement de celui-ci, rappelant que les implications du SCS étaient avant tout économiques.

La structure actuellement mise en place par la Commission Nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) repose sur le partage d'informations entre différentes administrations via une plateforme unique, dont la base de données s'enrichit progressivement, dans le but déclaré d'augmenter le niveau de transparence dans l'économie et de responsabiliser les acteurs du marché. De plus, afin d'« améliorer les mécanismes de régulation et de supervision du marché », certaines administrations ont signé des accords de coopération afin d'appliquer des sanctions conjointes contre les entités jugées « non fiables », qui sont recensées sur des listes noires. Pour ces dernières, la pression administrative ainsi que l'impact sur la réputation peuvent se révéler très dommageables. Pour les entreprises étrangères opérant en Chine, le SCS présente donc un facteur de risque accru en cas de non-conformité ou de litige avec une quelconque administration. De nombreuses plateformes de crédit social privées ainsi que des programmes locaux ont également signé des accords de coopération avec la NDRC afin d'opérer des partages de données. Le SCS continuera ainsi d'évoluer après 2020, date à laquelle la nouvelle plateforme « National Internet + Monitoring System » devrait être opérationnelle. Cette dernière, censée permettre l'intégration de nouvelles sources de données, y compris non-administratives, et l'utilisation de l'intelligence artificielle aura un fort impact sur l'économie chinoise et l'ensemble des entreprises présentes dans le pays, mais aussi à l'international où le système a vocation à s'exporter.

NB : La Chambre de Commerce de l'Union Européenne en Chine (EUCCC) a publié le 29 août 2019 un rapport sur le système de crédit social appliqué aux entreprises¹. Cette note, initiée en amont, intègre les principaux enseignements de cette étude.

¹ The Digital Hand : How China's Corporate Social Credit System Conditions Market Actors, European Chamber of Commerce in China, 28.08.2019

En 2014, le Conseil des Affaires de l'Etat a annoncé son intention de mettre en place un système de crédit social (SCS) national à l'horizon 2020 afin d'augmenter le niveau général de confiance entre acteurs dans le cadre d'interactions sociales, commerciales ou financières². Depuis, de nombreux textes³ en lien avec le crédit social ont permis de définir un cadre juridique concernant la plupart des secteurs de l'économie. [En attribuant à toutes les entreprises, y compris étrangères, un identifiant national unique, les autorités chinoises veulent encourager le partage d'informations entre différentes institutions](#), dans le but de créer à terme un fichier unique pour chaque personne morale ou physique et de sanctionner ou récompenser les entités selon leur « fiabilité » sociale, un terme volontairement équivoque.

Cette ambiguïté dans la définition chinoise du crédit social se retrouve dans ses applications, qui se manifestent dans différents domaines:

- [Dans le domaine financier](#), le crédit social s'apparente à une forme de *credit reporting*, tel que pratiqué habituellement dans le domaine financier partout dans le monde. Son but est de vérifier la viabilité financière d'une entreprise ou d'un individu, notamment dans l'optique d'un prêt. L'originalité du SCS par rapport aux pratiques habituelles repose sur l'intégration de variables accumulées grâce au croisement de différentes sources de données au niveau administratif et à l'utilisation du *big data*, ce qui est une nouveauté pour ce secteur.
- [Dans la sphère administrative](#), le crédit social vise à permettre une collaboration approfondie entre les différentes administrations chinoises. En partageant leurs bases de données et en signant des protocoles d'entente (MoU), différentes institutions, nationales ou locales, sectorielles ou transversales, peuvent identifier les personnes et entreprises qui enfreignent la loi et celles qui se conforment aux recommandations des autorités.
- [Dans la sphère sociale](#), le crédit social se manifeste aussi au travers de pratiques de *naming and shaming* (voire *naming and praising*). Les entités listées sur des listes noires sont considérées comme indignes de confiance tandis que celles figurant sur des listes rouges sont louées pour leur exemplarité. En outre, certains programmes commerciaux ou appliqués à l'échelle locale attribuent un score général, accessible librement en ligne, qui peut avoir des conséquences importantes pour la réputation des entreprises et individus concernés.

[Le SCS est déjà largement opérationnel à de nombreux égards⁴](#). L'échéance de 2020 sera un point de passage, permettant au gouvernement chinois de présenter officiellement l'infrastructure choisie ainsi que de communiquer sur les détails d'application du SCS. La nouvelle Loi sur l'investissement étranger, dont toutes les dispositions doivent entrer en vigueur d'ici 2020, comporte en effet des dispositions sur l'établissement du SCS. Néanmoins, étant donnée la portée quasi-illimitée de ce système, il semble probable que le développement du SCS se poursuive de

² En chinois (comme en français), le mot « crédit » (信用) désigne à la fois le fait de prêter des fonds mais aussi le degré de confiance que le gouvernement ou la société accorde à une personne ou une entreprise.

³ 350 au niveau central et plus de 1000 au niveau local d'après un décompte de la EUCCC.

⁴ D'après la EUCCC, les entreprises multinationales présentes en Chine sont d'ores et déjà soumises, en moyenne, à 30 notations différentes, correspondant à plus de 300 critères.

façon incrémentale bien après 2020, *via* l'ajout de nouvelles bases de données et le développement de nouveaux outils de traitement de ces données.

Des applications multiples devant permettre de corriger les imperfections du marché

Le SCS s'applique à la plupart des secteurs de l'économie. Parmi les six sections composant la « feuille de route sur la construction du système de crédit social » publiée en 2014, la partie consacrée aux champs d'application du SCS est la plus longue. Au total, 13 domaines sont mentionnés, couvrant la plupart des secteurs de l'économie (production industrielle, e-commerce, services, transport etc.). Ce plan définit également des objectifs généraux pour chaque secteur (c.f. Annexe 1). Depuis, de nombreuses directives ont été publiées par le gouvernement central et les autorités en charge des différents secteurs (NDRC, ministères de tutelle, autorités de régulation) afin de fournir un cadre plus précis à la mise en œuvre de ces objectifs.

L'objectif déclaré du SCS est de renforcer la confiance entre les différents acteurs du marché en augmentant la transparence. Selon la rhétorique du gouvernement chinois, le SCS permet en outre de diminuer le sentiment d'impunité et de responsabiliser les entreprises, les incitant ainsi à adopter des pratiques conformes aux recommandations en vigueur. Cette dimension incitative est très régulièrement mise en avant par les autorités chinoises dans leur communication officielle⁵ et constitue l'une des principales raisons du soutien de la population au SCS⁶.

De même, les mécanismes d'évaluation, qui sont largement encouragés dans le cadre du SCS, permettent d'augmenter sensiblement le niveau d'information des acteurs du marché. A cet égard, les systèmes commerciaux indépendants semblent néanmoins plus avancés que ceux qui sont formellement intégrés au SCS⁷. Sesame Credit (c.f. Annexe 2), en particulier, permet aux utilisateurs de noter les fournisseurs de la plateforme d'e-commerce Alibaba selon des critères tels que la

⁵ Extrait d'une communication officielle de la NDRC du 4 juillet 2019 : outre la contrainte pour les entreprises fautives de se mettre en conformité, le SCS permet d'« améliorer la situation de crédit grâce à des moyens tels que l'engagement actif dans la transparence, la création d'un crédit de conformité ou encore l'accompagnement dans la restauration du crédit afin de créer des conditions favorables à la participation sereine aux activités économiques de marché. » (积极通过公开作出信用承诺、接受信用修复培训等方式进行信用修复, 主动改善信用状况, 为顺利参与市场经济活动创造有利条件).

⁶ L'opinion publique semble être largement favorable au SCS, comme le montrent les conclusions d'une étude du MERICS parue en 2018. D'après ce sondage, 80% des personnes interrogées disent être favorables au SCS, alors que seulement 1% en ont une opinion défavorable. Parmi les raisons identifiées de ce soutien de la population, les personnes sondées citent notamment la responsabilisation des entreprises, en particulier concernant les réglementations environnementales et phytosanitaires, ainsi que l'identification des escroqueries sur internet. Ces résultats sont néanmoins à relativiser, la plupart des personnes interrogées faisant l'amalgame entre le SCS officiel et Sesame Credit, la plateforme privée d'Alibaba.

⁷ Il existe de nombreux systèmes commerciaux indépendants qui ne sont pas formellement intégrés au SCS. Il s'agit pour la plupart de systèmes de notation associés à des plateformes commerciales qui attribuent des notes à leurs utilisateurs en fonction de critères divers, notamment les évaluations des autres utilisateurs. L'exemple le plus fréquemment mentionné est Sesame Credit (芝麻信用), lié à la plateforme d'e-commerce Alibaba. Bien que ne faisant pas officiellement partie du SCS, Sesame Credit annonce sur son site collaborer avec le gouvernement via le partage d'information.

qualité et la conformité des produits, mais aussi le délai de livraison. Ces mécanismes d'évaluation ont notamment permis des progrès importants dans la lutte contre la contrefaçon sur la plateforme. Bien que ces systèmes ne soient pas officiellement intégrés au SCS, il est probable que la NDRC s'inspire des pratiques développées par Sesame Credit et les intègre prochainement sur la plateforme SCS.

Bien que cet argument ne soit pas mis en avant directement par le gouvernement chinois, le SCS peut, selon la théorie économique, être considéré comme un [mécanisme de compensation des externalités](#). En effet, la notion de crédit social permet de rendre compte de l'impact, positif ou négatif, d'une entreprise sur la société et le marché dans son ensemble. Selon cette logique, la collecte de données concernant le respect des normes, standards et pratiques au sein de chaque secteur permet une meilleure allocation des ressources puisque les entreprises répondant le mieux à ces critères seront favorisées. C'est notamment le cas lors d'appel d'offres publics, où les entreprises présentes sur une liste noire sont exclues.

Une procédure avant tout administrative

Le cadre juridique actuel et la communication gouvernementale présentent surtout le crédit social comme un outil de coopération administrative, permettant de mieux faire respecter la loi et de réguler le marché. [L'établissement du SCS repose sur l'identification stricte des entreprises et des individus](#), tant dans leurs relations avec les différentes administrations que dans leurs activités commerciales, en ligne et hors ligne. Pour les entreprises, cela se caractérise depuis 2015 par un « code de crédit social » à 18 chiffres, nécessaire pour l'obtention d'une licence d'entreprise. Les administrations locales et nationales, ainsi que les autorités régulatrices (ex : répression des fraudes, agences environnementales, services des douanes etc.) mais aussi les associations professionnelles sont incitées à coopérer, en renseignant systématiquement dans leurs dossiers l'identifiant des entreprises concernées.

[Chaque administration concernée est invitée à constituer un fichier individuel de crédit social pour chaque entreprise, basé sur des critères qui leur sont propres](#) en se référant aux directives publiées au niveau central. Depuis 2013, de nombreux registres de crédit social applicables à différents domaines (fiscal, environnemental, douanier etc) ont ainsi été mis en place progressivement ainsi que des barèmes de notation spécifiques (*scale ratings*), classant les entreprises sur une échelle de valeur. En 2019, la majorité des sphères de l'administration disposent de leur propre registre, et de nombreux systèmes de notation sectoriels (environnemental, fiscal, sanitaire etc.) sont déjà opérationnels. Les sources d'information utilisées peuvent inclure, selon les cas, [les décisions de justice, les dossiers administratifs, les rapports d'entreprises, des comptes rendus d'inspection réalisés par des agents, les données communiquées par les entreprises \(y compris en temps réel\)⁸, voire des données recueillies par des moyens externes tels que la surveillance en ligne et hors](#)

⁸ Des indicateurs tels que les niveaux d'émission ou des données peuvent être analysées en temps réel. A titre d'exemple, un programme de la province du Jiangsu permet d'attribuer une note environnementale aux entreprises en se basant notamment sur leurs niveaux d'émission en temps réel.

[ligne \(vidéosurveillance notamment\)](#). Par ailleurs, les informations financières, notamment l'historique de crédit des entreprises, sont recensées dans la base de données de la banque centrale (PBoC).

[Dans de nombreux cas, ces agences publient des « listes noires »](#) regroupant des entités ayant été sanctionnées administrativement et ayant reçu une condamnation officielle. Les entreprises disposent d'un délai de sept jours à compter de leur référencement sur la plateforme *Credit China* (信用中国 cf. infra) pour porter réclamation auprès de l'administration responsable de la décision avant de commencer à subir des sanctions. De plus, d'après un avis émis en 2016 par le Conseil des Affaires de l'Etat et le Comité Central du PCC⁹, la présence sur ces listes ne serait pas irrévocable: il suffirait ainsi pour une entreprise placée sur liste noire de se mettre en conformité avec ses obligations pour se voir retirer de cette liste après un certain délai¹⁰, sur décision d'un tribunal. Dans le cas où une entreprise estime avoir été indûment incluse dans une liste noire¹¹, cette dernière dispose de 30 jours pour faire appel auprès des autorités administratives compétentes. Néanmoins, durant le mois de juin 2019, seules 24 024 entreprises ont été retirées de ces listes alors que 217 067 y ont été ajoutées d'après la NDRC. A l'inverse, les entreprises dont le niveau de conformité est jugé particulièrement satisfaisant peuvent être inscrites sur des « listes rouges », dont les effets restent toutefois limités¹².

[Dans le cadre du SCS, les différentes administrations participant au programme sont encouragées à collaborer afin de mettre en commun leurs bases de données ainsi que leurs listes rouges et noires](#). De telles coopérations se présentent sous la forme de MoU signés au cas par cas par différentes administrations¹³, qui s'engagent à appliquer conjointement des sanctions et récompenses appropriées. [Les sanctions conjointes mises en place dans le cadre d'un MoU peuvent être de natures très variées](#) (c.f Annexe 6). Parmi ces différents accords, le « *MOU on Joint Incentives and Discipline for Judgment Defaulters* » est celui dont le champ d'application est le plus vaste. Signé par 44 institutions, dont la PBoC, la NDRC et l'Administration Générale des Impôts, il cible les entreprises et les individus refusant de s'acquitter d'une amende suite à une condamnation de justice. L'administration fiscale, dont le système de crédit social est considéré comme le plus abouti¹⁴, peut ainsi mettre en place de nombreuses sanctions administratives, incitant la personne ou entreprise visée à régulariser sa situation au plus vite. Un des nombreux autres exemples existant concerne les secteurs de l'agroalimentaire et des pharmaceutiques. D'après un MoU datant de 2017¹⁵, les producteurs reconnus coupables de « comportements indignes de confiance » peuvent subir les sanctions suivantes : audits récurrents, non-éligibilité

⁹ <https://chinacopyrightandmedia.wordpress.com/2016/09/25/opinions-concerning-accelerating-the-construction-of-credit-supervision-warning-and-punishment-mechanisms-for-persons-subject-to-enforcement-for-trust-breaking/>

¹⁰ Ce délai est variable selon les administrations et peut durer jusqu'à six ans.

¹¹ Le groupe chimique allemand BASF s'est notamment rendu compte que des entreprises usurpant son identité étaient responsables de sa mauvaise notation. Ces entreprises produisaient des produits contrefaits et ne fournissaient, évidemment, pas les documents demandés aux autorités.

¹² L'un des principaux bénéfices consiste en des audits moins réguliers et des procédures administratives accélérées.

¹³ Fin juin 2019, la NDRC recensait 51 MoU de cette nature.

¹⁴ Les entreprises se voient attribuer une note allant de A à D.

¹⁵ « 关于对食品药品生产经营严重失信者开展联合惩戒的合作备忘录 » Disponible (en chinois) : https://www.creditchina.gov.cn/lianhejiangcheng/lingyulianhejiangcheng/201712/t20171218_100227.html

aux subventions gouvernementales, quotas d'importation réduits, interdiction de participation aux appels d'offres publics, restriction d'accès aux droits fonciers, conditions d'accès au crédit rendues plus difficiles, limitation de l'accès aux marchés des capitaux, interdiction d'ouvrir un site internet etc.

Le système mis en œuvre actuellement ouvre donc la voie à un partage accru de données entre différentes administrations. De plus, les entreprises sont également sollicitées pour partager de façon proactive leurs données avec le gouvernement, faute de quoi leur crédit social peut être affecté. Les transferts de données des entreprises vers les autorités ont fortement augmenté ces dernières années. Néanmoins, contrairement à certaines initiatives locales et privées, la plateforme mise en place au niveau national n'attribue, pour l'instant, pas une note unique, agrégeant l'ensemble des notations spécifiques, aux entreprises (cette situation pourrait évoluer-cf. infra).

La mise en place progressive d'une plateforme centralisée

En termes de gouvernance, la mise en place du SCS est coordonnée par le *Central Leading Small Group for Comprehensively Deepening Reforms*, présidé par Xi Jinping lui-même¹⁶. [La NDRC et la PBoC ont été chargées par ce groupe de travail de mettre en œuvre conjointement le SCS](#). Dans les faits, bien qu'il existe une forte coopération entre les deux institutions, la NDRC se concentre surtout sur les entreprises tandis que la PBoC supervise la mise en place du SCS pour les individus.

A terme, l'objectif du gouvernement chinois est d'intégrer l'ensemble des plateformes existantes au sein d'une base de données unique : la Plateforme nationale de partage d'informations de crédit (全国信用信息共享平台), créée en octobre 2015 (c.f Annexe 3). Depuis sa création, cette plateforme recense une quantité croissante d'informations sur les entreprises grâce à l'intégration de nombreuses bases de données issues de différentes sources locales et nationales. Malgré ces progrès évidents, des îlots d'information demeurent car certaines administrations seraient réticentes à partager leurs bases de données. La plupart des informations contenues sur cette plateforme sont accessibles librement via trois sites internet dédiés :

- National Enterprise Credit Information Publicity System (全国企业信用信息公示系统)¹⁷
- Credit China Platform (信用中国网)¹⁸
- Credit Reference Center (征信中心)¹⁹

¹⁶ En Chine, des « *small leading group* » (SLG) sont régulièrement créés de manière *ad hoc* sur des sujets d'intérêt prioritaire ; placés sous la houlette de hauts-cadres du Parti, ils permettent d'insuffler une dynamique politique (proportionnelle au rang et à l'influence du cadre placé à la tête dudit groupe) et de faciliter la coopération interministérielle sur un sujet donné en proposant des orientations communes (*fangzhen*). Depuis sa création, en 2013, le SLG sur l'approfondissement des réformes est devenu l'une des principales instances décisionnelles en matière de politique économique.

¹⁷ <http://gsxt.gdgs.gov.cn/>

¹⁸ <https://www.creditchina.gov.cn/>

¹⁹ <http://www.pbccrc.org.cn/>

[De plus, la NDRC et le PBoC ont, depuis août 2015, autorisé des dizaines de collectivités locales](#), telles que Shanghai²⁰, Rongcheng (Shandong) ou Xiamen (Fujian), à mettre en œuvre des projets-pilotes dans leurs circonscriptions afin de s'inspirer des meilleures pratiques, dans l'optique de les intégrer au système national. Une telle approche, consistant à mener des expérimentations locales dans le but de poser les fondations d'un cadre national, est une méthodologie régulièrement utilisée par le gouvernement chinois.

Outre la dimension horizontale (entre des administrations aux compétences sectorielles diverses), la collaboration entre différentes administrations locales est un développement à prendre en compte. Du point de vue de la gouvernance, le SCS renforce la centralisation géographique.

Enfin, une nouvelle plateforme, baptisée « [National Internet + Monitoring System](#) » ([国家互联网+监管系统](#), c.f Annexe 4) et qui devrait être opérationnelle d'ici la fin de l'année 2019²¹, devrait permettre d'améliorer l'intégration des différentes bases de données existantes et de systématiser l'usage de l'intelligence artificielle. Cette dernière est actuellement développée en partenariat avec les principales entreprises technologiques du pays (Huawei, Alibaba, Tencent) mais aussi Taiji Computer, qui se focalise sur l'intégration des bases de données et VisionVera, en charge données issues de la vidéosurveillance.

La mise en place progressive d'une plateforme centralisée

Lors d'un discours prononcé le 12 décembre au Forum des entrepreneurs de Bo'ao, le secrétaire général adjoint de la NDRC a insisté sur l'importance croissante du rôle des différentes plateformes d'information de crédit au sein du dispositif SCS. [Depuis, la NDRC a signé des accords de partage de données avec plus d'une centaine d'entreprises privées spécialisées dans la notation de crédit](#)²². De plus, 26 programmes-pilotes ont été identifiés par les autorités comme particulièrement prometteurs. Ces licences permettent à ces entreprises d'exploiter les données gouvernementales présentes sur la plateforme nationale de partage d'informations de crédit, leur permettant de diffuser les informations administratives relatives aux entreprises, de relayer les listes noires et rouges, mais aussi, dans de nombreux cas, d'attribuer une note de crédit social aux entreprises.

[Ces systèmes de notation évaluent différents aspects du crédit social](#) et présentent parfois une note agrégée pour chaque entreprise. Les algorithmes de notation utilisés demeurent néanmoins généralement confidentiels. Par exemple, la plateforme [Higgs Credit](#) détermine un score « Aladin » (阿拉丁信用评分) sur une échelle de 0 à 1000 pour chaque entreprise selon cinq critères, dont l'évaluation dépend d'un algorithme secret:

- Les informations générales de l'entreprise (企业特质);

²⁰ <https://appadvice.com/app/e4-bf-a1-e7-94-a8-e4-b8-8a-e6-b5-b7/1179272741>

²¹ Une version-test est prévue dès septembre 2019. Par la suite, des améliorations incrémentales devraient se poursuivre pendant trois à cinq ans.

²² Parmi les plateformes commerciales les plus renommées, on peut notamment citer Tianyancha (天眼查), Qichacha (企查查), [Higgs Credit](#) ou encore Baidu Credit (百度信用).

- Le degré de confiance de l'entreprise déterminée par son « comportement » social (信用行为) ;
- Le niveau d'activité de l'entreprise (活跃程度) ;
- Les informations financières de l'entreprise (行为偏好) ;
- Les relations commerciales et partenariats de l'entreprise (关联关系).

Cette plateforme centralise et publie également de très nombreuses informations provenant de sources variées. La construction du SCS étant un processus en cours de réalisation, celles-ci ne peuvent être considérées comme exhaustives. Néanmoins, selon les entreprises, Higgs Credit fournit également:

- Des informations générales (numéro d'identification, adresse, date d'enregistrement, capital social, forme juridique etc.) ;
- Les actionnaires (lorsque ceux-ci sont connus) ;
- Une cartographie des entités (personnes, investisseurs, filiales) liées à l'entreprise mettant en avant celles présentes sur des listes noires et d'autres considérées comme « risquées ». (c.f Annexe 5) ;
- Les investissements réalisés par l'entreprise ;
- Les dirigeants ;
- Les rapports annuels de l'entreprise (lorsque ceux-ci sont publics) ;
- Les appels d'offres émis ;
- Des informations sur la santé financière de l'entreprise ;
- Les éventuelles infractions fiscales et administratives ;
- Les profils des employés anonymisés (intitulé du poste, salaire, niveau d'expérience) ;
- Des articles de presse relatifs à l'entreprise ;
- Les décisions de justice liées à l'entreprise ;
- Les brevets déposés par l'entreprise.

De plus, de nombreuses plateformes croisent les informations publiques fournies par le gouvernement avec leurs propres sources de données, généralement d'origine commerciale ainsi que des articles de presse. Les modalités des contrats signés entre la NDRC et les acteurs privés n'étant pas publiques, il est impossible de savoir quelles plateformes commerciales partagent en retour leurs données avec les autorités. Bien qu'il est probable que ce soit le cas pour certaines d'entre elles, il est important de noter que les données commerciales constituent aujourd'hui l'une des principales ressources stratégiques pour les entreprises du numérique, qui sont souvent réticentes à les partager. Chaque plateforme est libre de mettre en place son propre algorithme, permettant à certaines d'entre elles de se spécialiser dans l'analyse d'un type de données précis. Ainsi, certaines se focalisent sur la viabilité financière des entreprises tandis que d'autres systèmes de notation se concentrent sur leur impact environnemental.

Ce système a vocation à être étendu à l'international. Actuellement, les entreprises chinoises participant à des programmes de coopération dans le cadre de l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie (BRI) sont officiellement concernées²³ et la EUCCC n'exclut pas que les entreprises

²³ <http://www.mofcom.gov.cn/article/h/redht/201309/20130900316370.shtml>

étrangères actives sur les marchés tiers puissent être incluses à l'avenir. Par ailleurs, le système [Xinhua Credit](#) (新华信用), a été lancé officiellement par l'agence de presse Xinhua à l'occasion du Forum des entrepreneurs de Bo'ao le 12 décembre 2017. Actuellement, la plateforme se décline en deux sites distincts mais connectés l'un à l'autre. Le premier²⁴, dédié au marché intérieur, est une plateforme de crédit social généraliste sur le modèle de Higgs Cedit. Le second²⁵, qui se concentre sur les pays participants à l'initiative de BRI recense les projets liés à BRI et leurs parties prenantes. Ce second site fonctionne comme une base de données relativement exhaustive²⁶ mais ne dispose pas d'un fichier unique pour chaque entreprise et ne peut donc pas être considéré, pour l'heure, comme une plateforme de crédit social. Néanmoins, d'après la communication officielle, Xinhua Credit a pour but de promouvoir « l'immense projet de marque nationale » (民族品牌工程) selon le modèle « Plateforme + Produit + Service » (平台+产品+服务)²⁷. Cette stratégie cible particulièrement les pays engagés dans l'initiative BRI, en permettant aux parties prenantes dans des projets de réaliser des *due diligence*, y compris financières, sur de potentiels partenaires (locaux, chinois ou autres). De fait, de nombreux analystes présents lors du lancement de la plateforme considéraient que, dans les prochaines années, Xinhua Credit serait un vecteur d'exportation du système de crédit social chinois²⁸. Enfin, plusieurs indices²⁹ indiquent des possibilités de collaboration qui pourraient, à moyen terme, mener à une exportation du modèle de SCS, en particulier le long des Nouvelles Routes de la Soie mais aussi en Europe.

Vers une intensification possible du contrôle des entreprises

Le mécanisme de sanctions conjointes déployé dans le cadre du crédit social a pour but de maintenir une pression constante sur les entreprises placées sur les listes noires afin de les inciter à se mettre en conformité. Néanmoins, dans de nombreux cas, une telle pression administrative peut rapidement se transformer en cercle vicieux. En effet, les sanctions s'accumulant, il devient de plus en plus délicat pour une entreprise de continuer à mener normalement ses opérations. Les mesures administratives supplémentaires se traduisent souvent par des coûts de fonctionnement plus élevés, des retards de livraisons, ou des difficultés de financement³⁰.

De surcroît, [les entreprises présentes sur des listes noires rencontrent plus de difficultés pour trouver des partenaires commerciaux et des clients](#). Outre le déficit de confiance dû à la mauvaise

²⁴ <https://www.credit100.com/>

²⁵ <https://www.imsilkroad.com/>

²⁶ Les informations présentes sur le site incluent des articles de presse, rapports financiers, données économiques etc.

²⁷ Xinhua fournit des services plus approfondis que les plateformes de crédit social classiques, comprenant des études complètes réalisées par des analystes et s'appuyant sur des réseaux de *think tanks*. Pour cela, Xinhua s'appuie notamment sur son réseau international.

²⁸ http://www.xinhuanet.com/tech/2017-12/12/c_1122099577.htm

²⁹ En juin 2019, une délégation de la NDRC et du National Public Credit Information Center ont [rendu visite](#) au gouvernement tchèque afin de discuter de la mise en place du SCS dans le pays dans le cadre de BRI. En France, une délégation liée à la métropole de Paris a [participé](#) en octobre 2018 à une conférence internationale sur le partage d'informations de crédit organisée par la NDRC et la municipalité de Jinan (Shandong) liée à l'initiative BRI.

³⁰ Une entreprise étrangère a ainsi été placée sur une liste noire de l'administration fiscale suite à un litige, ce qui a entraîné des restrictions sur ses importations ainsi que des difficultés dans l'obtention de visas pour ses employés étrangers.

réputation de l'entreprise, le fait de conclure un accord avec une entreprise jugée malhonnête peut indirectement impacter le crédit social de potentiels partenaires, comme c'est notamment le cas avec le crédit « Aladin » développé par Higgs Credit. Il est donc important pour une entreprise étrangère de vérifier le score de crédit social d'un partenaire avant d'engager une relation commerciale. Les différentes plateformes de crédit social facilitent grandement ce travail de *due diligence*.

De plus, dans le cadre du SCS, [la plupart des listes noires ciblent également les cadres et dirigeants des entreprises incriminées](#). Cela complique considérablement les démarches administratives - y compris personnelles - des collaborateurs visés (limitation d'accès aux transports publics, évolutions de carrière compromises etc.). Ces difficultés peuvent se poursuivre après la fin du contrat liant le dirigeant à l'entreprise. Réciproquement, le comportement des dirigeants peut influencer sur le crédit de son entreprise, notamment si ces derniers sont considérés comme des « *key personnel* », bien que les implications de cette appellation restent incertaines.

Bien qu'il soit vrai que ce système « n'introduit aucune obligation nouvelle pour les entreprises », Björn Conrad³¹ estime que « [entre 1 et 3% des données transférées par les entreprises aux autorités sont potentiellement de nature « sensible »](#). [Ce système de contrôle accru implique pour tous les acteurs économiques un important effort de mise en conformité](#). En effet, Mirjam Meissner³² explique « n'avoir jamais rencontré d'entreprise n'ayant pas, au moins, un point faible » pouvant potentiellement mener à des difficultés administratives. [Ce défi est d'autant plus important pour les entreprises étrangères](#), et particulièrement les PME, qui ont souvent plus de difficultés à s'adapter aux exigences administratives et juridiques du marché chinois³³. Pour les multinationales, le défi relève surtout de la complexité de leurs activités et du nombre de réglementations à appliquer. Le SCS pourrait donc, de ce point de vue, favoriser les entreprises locales au détriment des acteurs étrangers. En théorie, bien que cette alternative soit *a priori* moins probable, le SCS pourrait favoriser une application moins différenciée du droit entre entreprises étrangères, soumises à des critères de conformité très stricts, et leurs concurrents chinois.

[Par ailleurs, bien que la plupart des infractions recensées sur les listes soient peu contestables, certaines peuvent sembler abusives selon les critères européens](#). C'est notamment le cas pour la liste des entités considérées comme « très peu fiables » (严重违法失信主体), dont la définition est très large, présentée par la *State Administration for Market Regulation* (SAMR) en août 2019 (en cours de consultation). Parmi ces domaines d'application, certains sont liés aux activités de commerce international et pourraient cibler spécifiquement des entreprises étrangères. Cela concerne particulièrement des infractions telles que la « mise en danger des intérêts nationaux et de la société » (危害国家利益, 社会公共利益) ou « l'atteinte aux droits et intérêts légitimes des consommateurs » (侵害消费者合法权益), la dernière ayant notamment été l'une des charges retenues contre Fedex en juin 2019.

³¹ PDG de Sinolytics, entreprise ayant rédigé le rapport de la EUCCC.

³² Mirjam Meissner est directrice de Sinolytics (cabinet de conseil privé), anciennement consultante au MERICS et experte du crédit social des entreprises. Propos recueillis lors d'une interview téléphonique menée le 28 juin 2019.

³³ En outre, d'après l'enquête annuelle de la Chambre de Commerce de l'UE en Chine (mai 2019), 45% des entreprises européennes interrogées témoignent être les victimes d'un traitement défavorable de la part des autorités chinoises.

Par ailleurs, un projet de régulation présenté en juillet 2019 par la Cyberspace Administration of China (CAC) est particulièrement controversé. Cette liste vise, entre autres, les entités ayant relayé des informations jugées sensibles, notamment celles ayant « une mauvaise influence sur la société ».

[Dans les prochaines années, l'attribution d'une note unique pour chaque entreprise est probable et annoncée](#)³⁴. Selon Shazeda Ahmed³⁵, la NDRC serait particulièrement intéressée par les initiatives locales³⁶ et privées incluant cette fonctionnalité. Parmi les consignes publiées le 16 juillet 2019 par le Conseil des Affaires de l'Etat, la recommandation n°6 mentionne la nécessité « d'approfondir le développement d'une notation globale publique³⁷ » tandis que la n°7 recommande de « de faire avancer avec force la supervision par classement³⁸ ». La pratique du *scoring*, telles que pratiquée actuellement par les plateformes commerciales, est souvent considérée comme arbitraire car elle repose généralement sur des algorithmes confidentiels, voire une certaine dose d'intelligence artificielle, ce qui rend la notation opaque. De plus, la pertinence d'une note unique, censée résumer à elle-seule le degré de respectabilité d'une entreprise, peut être remise en cause.

Mirjam Meissner estime par ailleurs qu'il est probable que le gouvernement chinois utilise dans les années à venir les « listes rouges » dans le but d'influencer les décisions des entreprises. Actuellement, les avantages offerts aux entreprises qui y figurent sont d'ordre administratif et restent relativement limités (procédures ponctuellement accélérées, audits moins fréquents etc.). [A l'avenir, les autorités pourraient décider d'intégrer le SCS dans une approche dirigiste de l'économie](#) en offrant des incitations ou appliquant des pénalités, par exemple fiscales, aux entreprises selon qu'elles se conformeraient ou non aux objectifs des politiques industrielles du gouvernement³⁹. Un tel schéma pourrait favoriser des prises de décision contraires aux intérêts objectifs de l'entreprise et aux « lois du marché » telles que conçues dans la théorie économique classique. Il serait par contre clairement compatible avec la vision « d'ingénieur » des dirigeants chinois pour lesquels les « forces du marché » sont surtout un moyen pour réaliser des objectifs fixés *ex-ante* par les autorités.

³⁴ Selon la EUCC, cette note sera basée sur les données présentes sur la National Credit Information Sharing Platform.

³⁵ Shazeda Ahmed est chercheuse au MERICS et experte du crédit social.

³⁶ La province du Zhejiang teste actuellement le programme 531X permettant d'obtenir une note agréée.

³⁷ « 深入开展公共信用综合评价 »

³⁸ « 大力推进勇分级分类监管 »

³⁹ Dans cette perspective, la NDRC semblerait s'intéresser au système de récompense de *Sesame Credit* selon Shazeda Ahmed.